

RCS : BAR LE DUC

Code greffe : 5501

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de BAR LE DUC atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-C)

Numéro de gestion : 2001 B 40069

Numéro SIREN : 439 317 280

Nom ou dénomination : VERDUN DISTRIBUTION

Ce dépôt a été enregistré le 18/06/2018 sous le numéro de dépôt B2018/000983

GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE BAR-LE-DUC

DEPOT DES COMPTES ANNUELS

n° de dépôt : **B2018/000983**
n° de gestion : **2001B40069**
n° SIREN : **439 317 280 RCS Bar le Duc**

Le greffier du Tribunal de Commerce de Bar-le-Duc certifie avoir procédé le 18/06/2018 à un dépôt annexé au dossier du registre du commerce et des sociétés de la société :

VERDUN DISTRIBUTION - Société par actions simplifiée
place Maurice Genevoix la Galavaude 55100 Verdun -FRANCE-

date de clôture : **30/09/2017**

Ce dépôt comprend les documents comptables prévus par la législation en vigueur.

Concernant les événements RCS suivants :

Dépôt des comptes consolidés



134263

CERTIFIE CONFORME

Bilan consolidé

Actif en €	30/09/2017	30/09/2016
Ecart d'acquisition	13 829 785	
Capital souscrit non appelé		
Immobilisations incorporelles	1 493 310	14 960 895
Immobilisations corporelles	16 577 489	13 319 702
Immobilisations financières	5 347 285	5 336 949
Participations par mise en équivalence		
Actif immobilisé	23 418 084	33 617 546
Stocks et en-cours	7 309 118	6 694 269
Créances clients et comptes rattachés	1 244 888	1 585 155
Actifs d'impôts différés	456 500	300 840
Autres créances	1 787 786	1 050 286
Valeurs mobilières de placement	4 610 247	5 669 782
Disponibilités	526 758	428 101
Actif circulant	15 935 297	15 728 433
Comptes de régularisation	427 917	381 553
Total Actif	53 611 083	49 727 532
Passif	30/09/2017	30/09/2016
Capital social ou individuel	38 500	38 500
Primes d'émission, de fusion, d'apport		
Ecart de réévaluation		
Réserves	27 109 012	25 150 660
Résultat Groupe	2 615 493	2 522 587
Provisions réglementées		
Titres en autocontrôle		
Capitaux propres - Part du groupe	29 763 005	27 711 747
Intérêts minoritaires	116 163	354 425
Autres fonds propres		
Provisions pour risques et charges	1 541 918	1 536 402
Emprunts et dettes financières	12 405 362	11 268 945
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	5 735 722	5 092 193
Dettes fiscales et sociales	3 393 786	3 244 939
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	401 948	272 028
Autres dettes	251 228	241 189
Dettes	22 188 046	20 119 294
Comptes de régularisation	1 951	5 664
Total Passif	53 611 083	49 727 532

VERDUN DISTRIBUTION

Société par Actions Simplifiée au capital de 38.500 Euros
Siège Social : "La Galavaude"
Place Maurice Genevoix

55100 - VERDUN

439 317 280 R.C.S. BAR LE DUC

RAPPORT SUR LA GESTION DU GROUPE

PRESENTE A L'ASSEMBLEE DES ASSOCIES DU 22 MARS 2018

Chers Associés,

Vous êtes réunis en Assemblée conformément aux dispositions légales et statutaires à l'effet de vous présenter les comptes consolidés de l'exercice clos le **30 SEPTEMBRE 2017**.

Nous vous rappelons que nous sommes tenus d'établir des comptes consolidés en application des articles L. 233-16 et suivants du Code de commerce.

I – PERIMETRE DE CONSOLIDATION

- La Société mère :

- La Société "**VERDUN DISTRIBUTION**", Société par Actions Simplifiée au capital de 38.500 Euros dont le siège social est à VERDUN (Meuse) - "La Galavaude", Place Maurice Genevoix, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de BAR-LE-DUC sous le numéro 439 317 280,

Activités : - *Holding,*

- *Exploitation en location-gérance d'un fonds de commerce d'hypermarché à prédominance alimentaire à l'enseigne "CENTRE DISTRIBUTEUR E.LECLERC" sis à VERDUN (Meuse) - "La Galavaude", Place Maurice Genevoix,*
- *Exploitation directe d'un drive à HAUDAINVILLE (Meuse), La Cote Saint Martin - Lieudit "Aux Fours à Chaux", à l'enseigne "E.LECLERC DRIVE",*
- *Exploitation directe d'un drive à VERDUN (Meuse) - "La Galavaude", Place Maurice Genevoix, à l'enseigne "E.LECLERC DRIVE", depuis le 1^{er} Juillet 2017,*

- *Exploitation directe d'une parapharmacie, d'une parfumerie et d'un institut de soins sis à VERDUN (Meuse) – Lieudit "La Galavaude", Place Maurice Genevoix,*
 - *Exploitation directe d'un magasin de bricolage et de jardinerie sis à VERDUN (Meuse), Avenue du Colonel Driant, à l'enseigne "BRICO JARDI E.LECLERC",*
 - *Exploitation directe d'un fonds de commerce de pressing, blanchisserie, teinturerie sis à VERDUN (Meuse), La Galavaude - Place Maurice Genevoix, depuis le 1^{er} Janvier 2017, acquis auprès de la Société "S.A.R.L. JACKCLEAN" (R.C.S. BAR LE DUC 441 365 467), par acte sous seing privé en date à VERDUN du 31 Décembre 2016.*

- Les Sociétés filiales ou sous filiales :

- La Société "**VERDIS**", Société par Actions Simplifiée au capital de 1.539.735,07 €uros dont le siège social est à VERDUN (Meuse) - "La Galavaude", Place Maurice Genevoix, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de BAR-LE-DUC sous le numéro 351 670 039,

Activités : - *Marchand de biens,*

- *Exploitation d'une presse sise à VERDUN (Meuse) - "La Galavaude", Place Maurice Genevoix.*

- *Bailleresse du fonds de commerce d'hypermarché à l'enseigne "CENTRE DISTRIBUTEUR E.LECLERC" donné en location-gérance à la Société "VERDUN DISTRIBUTION", sis à VERDUN (Meuse) - "La Galavaude", Place Maurice Genevoix.*

Elle a acquis un fonds de commerce de snacks, sandwiches, frites et boissons à emporter non alcoolisées, exploité dans une remorque snack sur un emplacement de 10 m² au sein du parking appartenant au Centre Commercial à l'enseigne "E. LECLERC", sis à VERDUN (55100) – "La Galavaude", Place Maurice Genevoix, auprès de la Société "LA PATATE" (RCS BAR LE DUC 752 168 336), aux termes d'un acte authentique en date du 14 Octobre 2016, reçu par Maître Olivier RUFIN, Notaire à VERDUN (55100). Elle a confié directement à Madame Laurence BROGGI (commerçante, demeurant à VERDUN (55100) – 2 Rue de l'Ermitage, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de BAR LE DUC sous le numéro 805 066 149), l'exploitation en location-gérance de ce fonds de commerce, pour une durée d'une année à compter du 14 Octobre 2016, renouvelable par tacite reconduction.

Détention : 98,71 % par la Société "**VERDUN DISTRIBUTION**".

- La Société "**VERDUNREST**", Société à Responsabilité Limitée au capital de 8.000 €uros dont le siège social est à VERDUN (Meuse) - "La Galavaude", Place Maurice Genevoix.

Activité : *Cafétéria.*

Détention : 100 % par la Société "**VERDUN DISTRIBUTION**".

- La Société "**SCI SAINT MARTIN**", Société Civile au capital de 1.000 Euros dont le siège social est à HAUDAINVILLE (Meuse) – Côte Saint Martin.

Activité : Location immobilière. 90 % de son chiffre d'affaires est constitué par la location de locaux à la Société "**VERDUN DISTRIBUTION**". Il existe donc un lien économique conséquent entre cette Société Civile et la Société d'exploitation commerciale "**VERDUN DISTRIBUTION**".

Détention : 100 % par la Société "**VERDIS**", depuis le 7 Octobre 2016.

La date de clôture retenue pour la consolidation est le 30 Septembre 2017, date de clôture des exercices des Sociétés "**VERDUN DISTRIBUTION**", "**VERDIS**" et "**VERDUNREST**".

La Société "**SCI SAINT MARTIN**" clôture quant à elle son exercice social au 31 Décembre 2016.

Par mesure de simplification et étant donné l'absence d'événements significatifs sur cette filiale, il n'a pas été réalisé de situation intermédiaire comme le préconise le règlement 99-02.

II – RAPPORT DE GESTION DU GROUPE SUR L'EXERCICE CLOS LE 30 SEPTEMBRE 2017

Les présents comptes consolidés sont établis conformément aux dispositions des articles L. 233-16 et suivants et R. 233-3 et suivants du Code de commerce. Nous tenons également compte du Règlement CRC 99-02 homologué par arrêté ministériel du 22 Juin 1999.

Les comptes sont consolidés dans le respect des principes comptables de :

- Prudence
- Coûts historiques
- Continuité d'exploitation
- Indépendance des exercices
- Permanence des méthodes

en appliquant les méthodes d'évaluation du Code de Commerce ainsi que celles prévues par la loi sur les Sociétés Commerciales.

Au cours de cet exercice consolidé qui s'est déroulé sur une période de DOUZE mois, nous avons réalisé un chiffre d'affaires net de 77.788.517 Euros contre 77.637.092 Euros pour l'exercice précédent.

Globalement, l'ensemble des charges d'exploitation du groupe s'est élevé à 75.555.322 Euros contre 75.243.241 Euros pour l'exercice précédent.

Par suite, le résultat d'exploitation du groupe se solde par un bénéfice de 3.390.555 Euros pour un même bénéfice de 3.572.904 Euros pour l'exercice précédent.

En ce qui concerne le résultat financier du groupe, l'ensemble des produits s'est élevé à 160.152 Euros, et l'ensemble des charges à 142.157 Euros, de sorte que, balance faite, ce résultat se solde par un bénéfice de 17.995 Euros contre une perte lors de l'exercice précédent de 131.802 Euros.

Par suite, le résultat courant avant impôts du groupe fait ressortir un bénéfice de 3.408.550 Euros contre 3.441.102 Euros pour l'exercice précédent.

Enfin, le résultat exceptionnel du groupe se traduit par un bénéfice de 56.648 Euros constitué :

- de produits exceptionnels pour 178.157 Euros,
- de charges exceptionnelles pour 121.509 Euros.

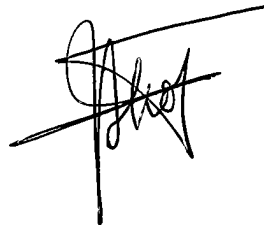
Après dotation d'une somme de 834.438 Euros au titre des impôts dus sur les bénéfices, le résultat comptable net du groupe se traduit par un bénéfice de 2.615.493 Euros.

En ce qui concerne l'exercice en cours et l'avenir immédiat, les chiffres en notre possession nous laissent envisager un maintien du chiffre d'affaires du groupe.

Nous allons maintenant vous présenter plus en détail les comptes consolidés de l'exercice puis il vous sera donné lecture du rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés.

LE PRESIDENT DE LA SOCIETE

CERTIFIE CONFORME

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized 'P' followed by a series of loops and a long horizontal stroke extending to the right.

TRINTIGNAC ET ASSOCIES

27 Bd du Gal. Vautrin
06400 CANNES

VDB ET ASSOCIES

15 avenue Paul Claudel
80480 DURY

EXEMPLAIRE GREFFE

VERDUN DISTRIBUTION

Société par actions simplifiée au capital de 38 500 €

Siège social : place Maurice Genevoix

55100 VERDUN

SIRET : 439 317 280 00014

APE : 4711F

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

SUR LES COMPTES CONSOLIDES

Exercice clos le 30 septembre 2017

Aux Associés de la société VERDUN DISTRIBUTION,

I/ OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales en date des 14/03/2013 et 19/11/2015, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la Société VERDUN DISTRIBUTION, relatifs à l'exercice clos le 30 septembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

II/ FONDEMENT DE L'OPINION

2.1 – REFERENTIEL D'AUDIT

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

2.2 - INDEPENDANCE

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} octobre 2016 à la date d'émission de notre rapport et notamment nous n'avons pas fourni de services Interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

III/ OBSERVATION

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note « changement de méthode » de l'annexe des comptes consolidés concernant le reclassement de l'écart d'évaluation sur fonds de commerce en écart d'acquisition non amorti page 13.

AN

JH

IV/ JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions de l'article L.823-9 et R.823-7 du Code de Commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne les modalités de détermination et de traitement des écarts de consolidation.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

V/ VERIFICATION DU RAPPORT DE GESTION GROUPE

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe du Président.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

VI/ RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la Société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la Société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Président.

11/1

DSG

VII/ RESPONSABILITÉS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES RELATIVES À L'AUDIT DES COMPTES CONSOLIDÉS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Société.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Le 6 mars 2018

LES COMMISSAIRES AUX COMPTES

TRINTIGNAC ET ASSOCIES

Représenté par :

Marie-Laure MALLEZ-VINCENT

Jean-François GUTTADORO



VDB ASSOCIES

Représenté par :

Rachid AISSAOUI

Vincent LE PAGE



DESCRIPTION DÉTAILLÉE DES RESPONSABILITÉS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- ✚ il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- ✚ il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- ✚ il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- ✚ il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la Société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- ✚ il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- ✚ concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

an

gfg



Compte de l'exercice clos le 31/12/2017

Société E. Leclerc
1405 MAIRIE DE LA VILLE
50 100 VILLERS

COMPTES CONSOLIDÉS

Exercice clos le 31/12/2017



BBA expertise

Experts-comptables associés

1, allée de la Pépinière
Centre Oasis Dury
Bâtiment "LE PASSIFLORE"
80000 AMIENS

Tél. 03 60 28 55 66
Fax 03 60 28 55 96

bba@bbaexpertise.fr

SAS VDE et ASSOCIES
Commissaire aux Comptes

ETATS DE SYNTHESE

Bilan consolidé

Actif en €	30/09/2017	30/09/2016
Ecart d'acquisition	13 829 785	
Capital souscrit non appelé		
Immobilisations incorporelles	1 493 310	14 960 895
Immobilisations corporelles	16 577 489	13 319 702
Immobilisations financières	5 347 285	5 336 949
Participations par mise en équivalence		
Actif immobilisé	23 418 084	33 617 546
Stocks et en-cours	7 309 118	6 694 269
Créances clients et comptes rattachés	1 244 888	1 585 155
Actifs d'impôts différés	456 500	300 840
Autres créances	1 787 786	1 050 236
Valeurs mobilières de placement	4 610 247	5 669 782
Disponibilités	526 758	428 101
Actif circulant	15 935 297	15 728 433
Comptes de régularisation	427 917	381 553
Total Actif	53 611 083	49 727 532
Passif	30/09/2017	30/09/2016
Capital social ou individuel	38 500	38 500
Primes d'émission, de fusion, d'apport		
Ecart de réévaluation		
Réserves	27 109 012	25 150 660
Résultat Groupe	2 615 493	2 522 587
Provisions réglementées		
Titres en autocontrôle		
Capitaux propres - Part du groupe	29 763 005	27 711 747
Intérêts minoritaires	116 163	354 425
Autres fonds propres		
Provisions pour risques et charges	1 541 918	1 536 402
Emprunts et dettes financières	12 405 362	11 268 945
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	5 735 722	5 092 193
Dettes fiscales et sociales	3 393 786	3 244 939
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	401 948	272 028
Autres dettes	251 223	241 189
Dettes	22 188 046	20 119 294
Comptes de régularisation	1 951	5 664
Total Passif	53 611 083	49 727 532

SAS VDB et Associés

Commissaire aux Comptes

Compte de résultat consolidé

En €	30/09/2017	30/09/2016
Ventes de marchandises	71 831 265	71 413 959
Production vendue	5 957 252	6 223 233
Chiffre d'affaires	77 788 517	77 637 092
Production stockée		
Subventions d'exploitation	65 799	44 527
Reprises sur provisions	401 271	444 514
Autres produits	690 290	690 012
Produits d'exploitation	1 157 360	1 179 053
Achats et variations de stocks	59 914 623	59 490 933
Autres achats et charges externes	3 477 834	4 163 098
Impôts et taxes	1 216 208	1 223 021
Charges de personnel	3 630 457	8 334 107
Dotations aux amortissements des immobilisations	1 573 478	1 399 947
Dotations aux provisions pour risques et charges	366 573	337 140
Autres provisions et charges d'exploitation	371 149	324 995
Charges d'exploitation	75 555 322	75 243 241
Résultat d'exploitation	3 390 555	3 572 904
Bénéfice attribué ou perte transférée		
Perte supportée ou bénéfice transféré		
Produits financiers	160 152	98 243
Charges financières	142 157	230 045
Résultat financier	17 995	-131 802
Résultat courant avant impôt	3 408 550	3 441 102
Produits exceptionnels	178 157	444 421
Charges exceptionnelles	121 509	471 973
Résultat exceptionnel	56 648	-27 552
Impôt sur le résultat	834 438	852 561
Résultat des sociétés intégrées	2 630 760	2 560 989
Résultat des sociétés mises en équivalence		
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisitions		
Résultat d'ensemble consolidé	2 630 760	2 560 989
Résultat groupe	2 615 493	2 522 587
Résultat hors-groupe	15 267	38 402
Résultat par action	679	655
Résultat dilué par action	679	655

SAS VDB et ASSOCIÉS
Commissaire aux Comptes

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDÉS

Tableau de variation des capitaux propres consolidés

En €	Capital	Réserves	Résultats	Autres	Total part groupe	Intérêts minoritaires
Capitaux propres N-2	38 500	23 866 910	2 130 784		25 686 850	349 344
Correction des A nouveaux		1			1	
Affectation en réserves		583 587	-583 587			
Distributions de dividendes		1 016 185	-1 547 198		-497 691	-33 322
Variation de capital						
Résultat N-1			2 560 990		2 522 588	38 402
Variations des écarts de conversion						
Incidence des réévaluations						
Entrée de périmètre						
Sortie de périmètre						
Changement de méthode						
Restructuration fusion						
Changement d'intérêts						
Variation de périmètre						
Autres variations					-1	1
Capitaux propres N-1	38 500	25 466 683	2 560 989		27 711 747	354 425
Correction des A nouveaux						
Affectation en réserves		933 118	-933 118			
Distributions de dividendes		1 027 537	-1 627 871		-565 316	-35 018
Variation de capital		5			5	
Résultat N			2 630 760		2 615 493	15 267
Variations des écarts de conversion						
Incidence des réévaluations						
Entrée de périmètre						
Sortie de périmètre						
Changement de méthode						
Restructuration fusion						
Changement d'intérêts					43 014	-43 014
Variation de périmètre		-42 200			-41 927	-273
Autres variations		-175 235			1	-175 236
Capitaux propres N	38 500	27 209 908	2 630 760		29 763 005	116 163

Tableau de flux de trésorerie consolidé

En €	30/09/2017	30/09/2016
Résultat net consolidé	2 630 760	2 560 989
Résultat des sociétés mise en équivalence		
Amortissements et provisions	1 623 136	961 876
Variation des impôts différés	-196 977	-31 866
Plus-values de cession, nettes d'impôt	25 498	243 299
Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées	4 053 573	3 734 299
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence		
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	-363 402	147 248
Liaison Bilan		
Flux net de trésorerie généré par l'activité	3 690 171	3 881 547
Acquisition d'immobilisations	- 5 064 767	- 3 494 839
Cession d'immobilisations nettes d'impôt	31 793	202 319
Incidence des variations de périmètres	-448 725	
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	- 5 431 699	- 3 292 520
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	-577 500	-500 500
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées	- 14 000	- 34 185
Dividendes en intragroupe		
Augmentations ou diminutions de capital en numéraire		
Emissions d'emprunts	2 480 000	1 622 482
Remboursements d'emprunts	- 2 297 609	- 3 137 743
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	- 409 109	- 2 049 951
Incidence des variations de cours des devises		
Variations de trésorerie	- 2 150 637	-1 460 926
Trésorerie d'ouverture	4 048 580	5 509 504
Trésorerie de clôture	1 897 943	4 048 580

Annexe aux comptes consolidés

Le bilan avant répartition de l'exercice clos au 30/09/2017, dont le total est de 53 611 083 euros et le compte de résultat, présenté sous forme de liste, dégagent un résultat d'ensemble consolidé de 2 630 760 euros.

L'exercice clos le 30/09/2017 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 30/09/2016 avait une durée de 12 mois.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes consolidés. Seules les informations présentant un caractère significatif sont produites.

Principes comptables et méthodes d'évaluation

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité d'exploitation,
- Permanence des méthodes d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices,

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes consolidés tels que définis dans les dispositions du règlement CRC 99-02.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les décisions suivantes ont été prises au niveau de la présentation des comptes annuels :

- immobilisations décomposables : l'entreprise n'a pas été en mesure de définir les immobilisations décomposables ou la décomposition de celles-ci ne présente pas d'impact significatif,
- immobilisations non décomposables : bénéficiant des mesures de tolérance, l'entreprise a opté pour le maintien des durées d'usage pour l'amortissement des biens non décomposés.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant les modes linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue.

Les biens financés par crédit-bail ont été portés à l'actif du bilan comme s'ils avaient été financés par emprunt. Le règlement du CRC n°99-02 considère comme méthode préférentielle la comptabilisation suivante :

- au bilan, sous forme d'une immobilisation et d'un emprunt correspondant ;
- au compte de résultat, sous forme d'une dotation aux amortissements et d'une charge financière.

IMMOBILISATIONS FINANCIERES ET VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constatée pour le montant de la différence.

STOCKS

Les stocks des sociétés SA VERDIS, S.A.S VERDUN DISTRIBUTION, VERDUNREST sont évalués au PNR (prix net de toutes ristournes inconditionnelles ou conditionnelles considérées comme maîtrisées, y compris les cgv et les cpv).

La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Les intérêts sont toujours exclus de la valorisation des stocks.

Les stocks ont, le cas échéant, été dépréciés pour tenir compte de leur valeur de réalisation nette à la date d'arrêté des comptes.

SAS VDB et ASSOCIES
Commissaire aux Comptes

CREANCES ET DETTES

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

COMPENSATION DES IMPOTS DIFFERES

Conformément au règlement 99-02 du CRC, les actifs et passifs d'impôt différé ont été compensés lorsqu'ils concernaient une même entité fiscale.

ENGAGEMENTS DE RETRAITE

Les engagements de retraite font l'objet d'une mention dans l'annexe des comptes annuels sociaux. Dans les comptes consolidés ainsi présentés, ces engagements sont comptabilisés (méthode préférentielle).

Les méthodes de calcul retenues sont les suivantes :

- Condition : départ volontaire,
- Age estimé de la retraite : 62 ans,
- Méthode de calcul : droits accumulés avec projection salariale (progression : 2%),
- Rotation : Moyenne,
- Taux d'actualisation retenu : 2.5%,
- Conventions collectives :
 - o N° 3305 commerce à prédominance alimentaire pour Verdun Distribution
 - o N° 2225 Presse pour Verdis
 - o N° 3292 Hotels cafés restaurants pour Verdunrest

PROVISIONS REGLEMENTEES

Les provisions réglementées sont des « provisions ne correspondant pas à l'objet normal d'une provision et comptabilisées en application de dispositions légales ».

Ces provisions n'ont pas un caractère économique bien prononcé et sont dans les comptes individuels une entorse au principe de prééminence de la réalité financière sur l'apparence juridique. Aussi, elles doivent être éliminées dans le cadre du retraitement vers les comptes consolidés.

MODALITES DE CONSOLIDATION

Les trois méthodes utilisées sont l'intégration globale, l'intégration proportionnelle et la mise en équivalence dès lors que le groupe possède un contrôle exclusif, conjoint ou une influence notable.

Lors de la première consolidation d'une entreprise contrôlée exclusivement, la valeur d'entrée des éléments identifiables de son actif et de son passif est évaluée :

- Pour les biens destinés à l'exploitation, à leur valeur d'utilité des actifs et passifs,
- Pour les biens non destinés à l'exploitation, à leur valeur de marché à la date d'acquisition ou, en l'absence de marché, à leur valeur vénale nette des coûts de sortie.

On appelle « écart d'évaluation » la différence entre la valeur d'entrée dans le bilan consolidé et la valeur comptable du même élément dans le bilan de l'entreprise contrôlée.

La différence entre le coût d'acquisition des titres et l'évaluation totale des actifs et passifs identifiés à la date d'acquisition constitue l'écart d'acquisition.

CHANGEMENTS DE METHODE

Suite à la transposition de la directive comptable 2013/34/UE du 26 juin 2013 dans le règlement CCRC 99-02 (ANC 2015-07), les changements suivants ont été apportés :

- La plus-value du fonds de commerce a été comptabilisée en écart d'acquisition ;
- Cet écart d'acquisition, ayant une durée d'utilisation non limitée n'est pas amorti et fait l'objet d'un test de dépréciation à chaque exercice.

Informations complémentaires et éléments significatifs de l'exercice

INFORMATIONS RELATIVES AU GROUPE :

Les sociétés VERDIS et VERDUNREST font partie d'un périmètre d'intégration fiscale dont la société mère est VERDUN DISTRIBUTION.

La troisième conception, dite de la « méthode de réallocation des économies », définie dans l'avis relatif aux règles comptables applicables aux sociétés qui optent pour le régime de l'intégration fiscale du Conseil National de la Comptabilité (avis n°37 du CNC du 2 juin 1989), a été choisie, notamment en ce qui concerne la répartition de l'impôt sur les sociétés.

Dans cette conception :

- Les charges d'impôt sont supportées par chacune des sociétés (mère et filiale) comme en l'absence d'intégration fiscale, sauf pour les sociétés intégrées qui ont été déficitaires pendant l'intégration et qui sont redevenues bénéficiaires (compte tenu du produit constaté antérieurement) ;
- Les économies d'impôt réalisées par le groupe grâce aux déficits sont réallouées immédiatement aux sociétés déficitaires, qui bénéficient ainsi d'un produit immédiat ;
- Les économies ou complément d'impôt, réalisées par le groupe, liées aux corrections des assiettes fiscales sont conservées chez la société mère ;
- Les économies d'impôt liées à l'utilisation des avoirs fiscaux et crédits d'impôt sont utilisées par la société mère pour le paiement de l'IS.

COMPTABILISATION DU CREDIT D'IMPOT COMPETITIVITE EMPLOI :

Il a été constaté au 30 septembre 2017 un crédit d'impôt compétitivité emploi d'un montant de 302 014 euros, calculé en fonction des salaires versés du premier janvier au 31 décembre 2016, dont 218 173 euros avait été provisionné en produits à recevoir au 30 septembre 2016.

La société a également obtenu un crédit d'impôt compétitivité emploi de 321 euros correspondant à sa participation dans la SNC INFORMADIS et de 19 euros correspondant à sa participation dans le GIE E. Leclerc.

Le crédit d'impôt compétitivité emploi calculé en fonction des salaires du premier janvier 2017 au 30 septembre 2017 a été constaté en produit à recevoir pour un montant de 256 232 euros dont 240 160 euros pour Verdun Distribution, 14 999 euros pour Verdunrest et 1073 euros pour Verdis. Ce crédit d'impôt a été comptabilisé en déduction de l'impôt sur les sociétés.

UTILISATION DU CREDIT D'IMPOT COMPETITIVITE EMPLOI :

Le Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi relatif à l'année 2015 a été utilisé en 2016 de la manière suivante :

- Investissements pour 301 503 euros

En outre, ce crédit d'impôt n'a pas contribué au financement d'une éventuelle hausse des bénéfices distribués, ni augmenté les rémunérations des personnes exerçant des fonctions de direction dans l'entreprise.

Composition du groupe

*La société mère :***SAS VERDUN DISTRIBUTION**

Siren : 439317280

Place Maurice genevoix – 55 100 VERDUN

Activité : Holding exploitante d'un centre commercial sous l'enseigne E. LECLERC

*Les sociétés filiales :***EURL VERDUNREST**

Siren : 453415325

Place Maurice genevoix – 55 100 VERDUN

Activité : Cafétéria

Détenition par Verdun Distribution à 100 %

SAS VERDIS

Siren : 351670039

Place Maurice genevoix – 55 100 VERDUN

Activité : Location gérance et location immobilière

Détenition par Verdun Distribution à 98.71 %

*Les sociétés filiales de la SAS VERDIS :***SCI SAINT MARTIN**

Siren : 500084017

Côte Saint Martin – 55 100 HAUDAINVILLE

Activité : Location immobilière

Détenition par Verdis à 100 %

Méthode choisie et intérêts financiers

<i>Entreprise détenue</i>	<i>Contrôle groupe</i>	<i>Intérêts groupe</i>	<i>Méthode choisie</i>
VERDUNREST	100 %	100 %	Intégration globale
VERDIS	98.71 %	98.71 %	Intégration globale
Saint Martin (1)	100 %	98.71 %	Intégration globale

- (1) La SCI SAINT MARTIN est détenue à 100% par la SAS VERDIS depuis Octobre 2016. Du fait que 90 % de son chiffre d'affaires était constitué par la location de locaux à la SAS VERDUN DISTRIBUTION, Il existait un lien économique prépondérant entre la société d'exploitation commerciale VERDUN DISTRIBUTION et la SCI SAINT MARTIN. Cette dernière était donc déjà intégrée globalement.

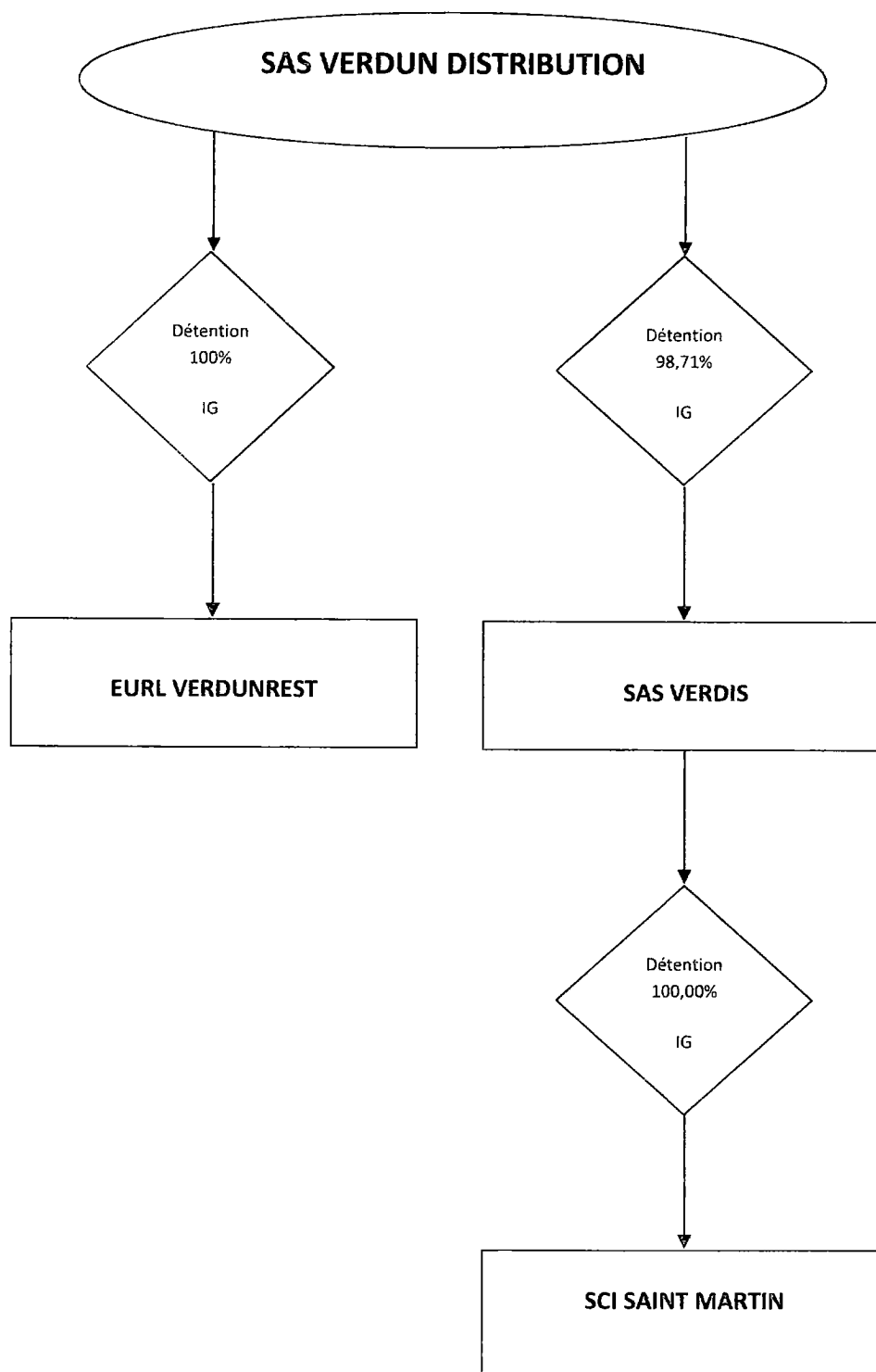
200 parts de la SCI SEDAN IMMO ont été achetées par VERDIS le 26/05/2011 (représentant 20% des droits de vote).

Il a été considéré que cette détention ne permettait pas au groupe VERDUN DISTRIBUTION d'exercer une influence notable sur la gestion et la politique financière de la SCI.

SEDAN IMMO n'est donc pas mise en équivalence dans ces comptes consolidés.

Organigramme du groupe

Société tête de groupe



Seuils de consolidation

Les seuils suivants sont à apprécier globalement pour l'ensemble des sociétés entrant dans le périmètre de consolidation :

- Total des bilans de toutes les sociétés à consolider > 24 M €
- Total du CA de toutes les sociétés à consolider > 48 M €
- Nombre moyen de salariés permanents de l'ensemble des sociétés > 250

Chiffres Clés au 30/09/2017

Sociétés du groupe	Total Bilan (en K€)	Chiffre d'affaires (en K€)	Effectifs
- SCI SAINT MARTIN	621	115	-
- SA VERDIS	15 369	2 780	1
- S.A.S VERDUN DISTRIBUTION	41 232	76 251	199
- VERDUNREST	613	984	18
TOTAL	57 835	80 130	218

La date de clôture de la société mère VERDUN DISTRIBUTION est le 30/09/2017. Il en est de même pour les sociétés VERDIS et VERDUNREST.

La date de clôture de la SCI SAINT MARTIN est le 31/12/2016.

Par mesure de simplification et étant donné l'absence d'évènements significatifs sur ces filiales, il n'a pas été réalisé de situation intermédiaire comme le préconise le règlement 99-02.

Information sur la consolidation

ECARTS D'ACQUISITION ET D'EVALUATION

• SAS VERDIS

Un écart d'acquisition sur l'achat des titres de la SAS VERDIS par la SAS VERDUN DISTRIBUTION a été calculé.

La SAS VERDUN DISTRIBUTION a acquis 98.51% des titres de la SAS VERDIS le 28/09/2001. (99 500 titres sur les 101 000 existants)

L'écart de première consolidation a été évalué à 16 329 083 euros.

Une plus-value latente sur immobilier a été identifiée pour un montant de 2 557 790 euros. Cette plus-value représente un écart d'évaluation rattaché au poste « Constructions » à l'actif du bilan consolidé.

Une seconde plus-value latente sur fonds de commerce a également été déterminée pour un montant de 13 584 073 euros. Cette plus-value a pour sa part été comptabilisée au poste « Fonds de commerce » à l'actif du bilan consolidé.

Pour répondre à la transposition de la directive comptable, cet écart a été reclassé en écart d'acquisition non amortissable pour 13 408 838 euros (intérêts minoritaires déduits).

L'écart d'acquisition s'élève donc à 22 434 euros.

Le 10/09/2015, la SAS VERDUN DISTRIBUTION a acquis 100 titres de la SAS VERDIS passant ainsi son taux de détention à 98.61%, un écart d'acquisition négatif a été calculé de 14 158 euros, il a été constaté dans les comptes consolidés 30/09/2016.

Du fait de son montant peu significatif, cet écart d'acquisition a été imputé à 100 % sur l'exercice.

Le 23/03/2017, la SAS VERDUN DISTRIBUTION a acquis 100 titres de la SAS VERDIS passant ainsi son taux de détention à 98.71%, un écart d'acquisition négatif a été calculé de 14 422 euros, il a été constaté dans les comptes consolidés 30/09/2017.

Du fait de son montant peu significatif, cet écart d'acquisition a été repris à 100 % sur l'exercice.

• SCI SAINT MARTIN

Un écart d'acquisition sur l'achat des titres de la SCI SAINT MARTIN par la SAS VERDIS a été calculé.

La SAS VERDIS a acquis 50% des titres de la SCI SAINT MARTIN le 21/09/2007.

L'écart de première consolidation a été évalué à 63 673 euros.

L'écart d'acquisition s'élève donc à 63 673 euros.

SAS VDB et ASSOCIES
Commissaire aux Comptes

La SAS VERDIS a acquis 100% des titres de la SCI SAINT MARTIN le 07/10/2016, un écart d'acquisition complémentaire est donc constaté pour 420 947 euros.

AMORTISSEMENT DES ECARTS D'ACQUISITION ET ECARTS D'EVALUATION

La durée d'amortissement de l'écart d'évaluation de la construction retenue est de 20 ans, soit une dotation annuelle de 127 890 euros allant jusqu'en 2021.

En ce qui concerne l'écart d'acquisition sur les titres de la SCI SAINT MARTIN, il n'a pas fait l'objet d'un plan d'amortissement. Comme le prévoit le règlement 99-02, l'écart d'acquisition positif peut ne pas être amorti s'il n'y a pas de limite prévisible à la durée pendant laquelle il procurera des avantages économiques.

REPRISE DES ECARTS D'ACQUISITION NEGATIFS

Les écarts d'acquisition négatifs déterminés ci-dessus sont rapportés au résultat à 100 % sur les exercices où ils ont été constatés du fait de leur faible valeur et incidence sur le résultat.

INDEMNITES DE RETRAITE

Les engagements de retraite ne sont pas comptabilisés dans les comptes sociaux. Ils ne font l'objet que d'une mention dans l'annexe des comptes annuels arrêtés au 30/09/2017.

- Pour la société Verdun distribution, le montant de ces droits calculés au 30/09/2017 est de 383 752 euros auxquels il convient de rajouter les charges sociales pour 132 930 euros, soit un total de 516 682 euros

Le montant des droits au 30/09/2016 s'élevait à 500 512 euros. La dotation s'élève donc à 16 170 euros.

- Pour la société Verdunrest, le montant de ces droits calculés au 30/09/2017 est de 12 892 euros auxquels il convient de rajouter les charges sociales pour 3 897 euros, soit un total de 16 789 euros.

Le montant des droits au 30/09/2016 s'élevait à 29 389 euros. La reprise s'élève donc à 12 600 euros.

- Pour la société Verdis, le montant de ces droits calculés au 30/09/2017 est de 4 148 euros auxquels il convient de rajouter les charges sociales pour 1 063 euros, soit un total de 5 211 euros.

Le montant des droits au 30/09/2016 s'élevait à 5 211 euros. La dotation s'élève donc à 271 euros.

CREDITS-BAILS

Pour des raisons de comparabilité, le crédit-bail immobilier à la levée de l'option a été maintenu à l'actif consolidé et amorti selon les normes et amortissement du groupe.

Ce choix est également appliqué lors des levées d'option à l'échéance des contrats de crédits bails mobiliers.

1. Crédits baux immobiliers

Les différents retraitements qui ont été opérés sur les biens en crédit-bail immobilier sont les suivants :

a) Incidence sur le bilan

COMPTES DE BILAN	Brut	Amortissement	Net
ACTIF			
Terrains	1 250 081	0	1 250 081
Constructions	4 621 531	4 621 531	0
A.A.I constructions	24 348	24 348	0
Total ACTIF	5 895 960	4 645 879	1 250 081

2. Crédits baux mobiliers

Les différents retraitements qui ont été opérés sur les biens en crédit-bail mobilier sont les suivants :

a) Incidence sur le bilan

COMPTES DE BILAN	Brut	Amortissement	Net
ACTIF			
Installations techniques	402 371	402 371	0
Autres immobilisations corporelles	93 741	93 741	0
Total ACTIF	496 112	496 112	0

SAS VDB et ASSOCIÉS

Commissaire aux Comptes

b) Incidence sur le compte de résultat

Ces retraitements n'ont entraîné aucun impact sur le compte de résultat

FRAIS D'ACQUISITION DES IMMOBILISATIONS

Le règlement CRC 99-02 § 303 impose, conformément à l'article 35 de la quatrième directive, l'incorporation, dans les comptes consolidés, des frais d'acquisition d'immobilisations dans le coût des actifs concernés.

Ce retraitement obligatoire, opéré par rapport aux comptes individuels, génère une différence temporaire imposable qui donne lieu à la comptabilisation d'un impôt différé passif.

1/ TERRAIN ET GALERIE MARCHANDE

Au cours de l'exercice clos au 30/09/2003, la société VERDIS a acquis un terrain et la galerie marchande du centre commercial pour lesquels des honoraires et des droits d'enregistrement ont été constatés en tant que charges pour 110 057 euros.

Au cours de l'exercice clos au 30/09/2004, la société VERDIS a constaté en charges un complément de droits d'enregistrement et d'honoraires pour 3 688 euros.

Ces honoraires sont retraités dans les comptes consolidés en tant qu'actifs pour un montant global de 113 745 euros.

Ils sont amortis selon la durée du bien auquel il se rapporte soit 20 ans pour la galerie marchande et non amorti en ce qui concerne le terrain.

Impact sur le résultat

Services extérieurs	0 €
Impôts et taxes	0 €
Amortissements	5 496 €
	5 496 €
Impôt société	-1 832 €
	3 664 €
Dont part du groupe	3 617 €
Dont part des minoritaires	47 €

2/ TERRAIN ET IMMEUBLE CAFETERIA

Au cours de l'exercice clos au 30/09/2004, la société VERDIS a acquis un terrain et le bâtiment de la cafétéria du centre commercial pour lesquels des honoraires et des droits d'enregistrement ont été constatés en tant que charges pour 33 363 euros.

Ces honoraires sont donc retraités dans les comptes consolidés en tant qu'actifs.

Ils sont amortis selon la durée du bien auquel il se rapporte soit 20 ans pour la cafétéria.

Impact sur le résultat

Services extérieurs	0 €
Impôts et taxes	0 €
Amortissements	1 668 €
	1 668 €
Impôt société	-556 €
	1 112 €
Dont part du groupe	1 098 €
Dont part des minoritaires	14 €

3/ FONDS DE COMMERCE PRESSE

Au cours de l'exercice clos au 30/09/2004, la société VERDIS a acquis un fonds de commerce pour une activité de presse pour lesquels des honoraires et des droits d'enregistrement ont été constatés en tant que charges pour 16 698 euros.

Ces honoraires ont donc été retraités dans les comptes consolidés en tant qu'actifs. Ils ne sont pas amortis, le bien auquel ils se rapportent étant non amortissable. Il n'y a pas d'impact sur le résultat des comptes consolidés au 30/09/2015.

4/ FONDS DE COMMERCE CAFETERIA

Au cours de l'exercice clos au 30/09/2004, la société VERDUNREST a acquis un fonds de commerce pour une activité de cafétéria pour lesquels des honoraires et des droits d'enregistrement ont été constatés en tant que charges pour 11 268 euros.

Ces honoraires ont donc été retraités dans les comptes consolidés en tant qu'actifs. Ils ne sont pas amortis, le bien auquel ils se rapportent étant non amortissable. Il n'y a pas d'impact sur le résultat des comptes consolidés au 30/09/2015

5/ FONDS DE COMMERCE FRITERIE

Au cours de l'exercice clos au 30/09/2017, la société VERDIS a acquis un fonds de commerce pour une activité de Friterie pour lesquels des honoraires et des droits d'enregistrement ont été constatés en tant que charges pour 3 080 euros.

Ces honoraires ont donc été retraités dans les comptes consolidés en tant qu'actifs. Ils ne sont pas amortis, le bien auquel ils se rapportent étant non amortissable.

6/ FONDS DE COMMERCE PRESSING

Au cours de l'exercice clos au 30/09/2017, la société VERDUN DISTRIBUTION a acquis un fonds de commerce pour une activité de pressing pour lesquels des honoraires et des droits d'enregistrement ont été constatés en tant que charges pour 690 euros.

Ces honoraires ont donc été retraités dans les comptes consolidés en tant qu'actifs. Ils ne sont pas amortis, le bien auquel ils se rapportent étant non amortissable.

7/ TITRES DE LA SCI SAINT MARTIN

Au cours de l'exercice clos au 30/09/2017, la société VERDIS a acquis des titres de la SCI SAINT MARTIN pour lesquels des honoraires et des droits d'enregistrement ont été constatés en tant que charges pour 25 826 euros.

Ces honoraires ont donc été retraités dans les comptes consolidés en tant qu'actifs. Ils ne sont pas amortis, le bien auquel ils se rapportent étant non amortissable.

DIVIDENDES INTRA-GROUPES

La société VERDUN DISTRIBUTION a perçu de sa filiale VERDIS des dividendes d'un montant de 996 000 euros au titre de la distribution des résultats de l'exercice clos au 30/09/2016.

Ces dividendes sont à éliminer.

TEST DE DEPRECIATION DES FONDS DE COMMERCE

Plusieurs fonds de commerce sont inscrits à l'actif du groupe :

- Fonds de commerce de restauration pour 60 000 euros à l'actif de la société VERDUNREST,
- Fonds de commerce de l'hypermarché pour 1 100 072.11 euros à l'actif de la société VERDIS ,
- Fonds de commerce de presse pour 127 340 euros à l'actif de la société VERDIS,
- Fonds de commerce de pressing pour 40 000 euros à l'actif de la société VERDUN DISTRIBUTION
- Fonds de commerce de Friterie pour 45 000 euros à l'actif de la société VERDIS

Ces fonds de commerce ne sont pas amortis. L'avis de la CNCC (*bulletin 126 de juin 2002*) précise que dans les comptes consolidés depuis l'entrée en vigueur du *règlement 99-02 du CRC*, le fonds de commerce acquis est représentatif d'un bien incorporel identifiable (part de marché) qui doit être amorti si sa valeur s'amoindrit du fait du temps ou de l'usage ».

SAS 1108 et Associés
 Commissaire aux Comptes

La Commission des études comptables a rappelé que les modalités retenues à savoir amortissement ou non devraient être appliquées de façon homogène entre les comptes annuels et les comptes consolidés. Elle a également rappelé les règles générales applicables à l'évaluation des éléments d'actifs selon lesquelles, lors de l'arrêté des comptes, il doit être procédé à la constitution d'une provision si la valeur actuelle du bien est notablement inférieure à sa valeur comptable. (*Bulletin CNCC n°112 de décembre 1998*)

Les tests de dépréciation pratiqués sur l'ensemble de ces fonds de commerce n'ont pas fait apparaître de perte de valeur. Aucune dépréciation n'est à constater sur cet exercice.

Les tests de dépréciation pratiqués sur les écarts d'acquisition non amortissable n'ont pas fait apparaître de perte de valeur. Aucune dépréciation n'est à constater sur cet exercice.

Le test de dépréciation repose sur les critères et méthodes utilisés dans les transactions ou apport de magasins de même enseigne à savoir essentiellement le chiffre d'affaires et la capacité d'autofinancement.

TAUX D'IMPOT

Le taux d'impôt retenu est de 33,333 %.

LES ECRITURES INTRA-GROUPES

Les principales créances et dettes réciproques ainsi que les principaux produits et charges réciproques ont été éliminés (cf. tableau joint ci-après).

SAS VDB et ASSOCIES

	VERDUN DIST	VERDIS	VERDUNREST	SCI ST MARTIN
VERDUN DIST		3305509	-15844	103347
VERDIS	-3305509		-57839	295 824
VERDUNREST	15844	57839		
SCI ST MARTIN	-103347	-295 824		0

Ecarts d'acquisition positif

Entreprise détentrice	Entreprise détenue	Valeur brute			Amortissement		
		Début	Ajustement	Fin	Début	Dotation	Fin
VERDIS	SAINT MARTIN	63 673		63 673	63 673		63 673
VERDUN DISTRIBUTION	VERDIS	22 433		22 433	22 433		22 433
VERDIS	SAINT MARTIN		420 947	420 947			
VERDUN DISTRIBUTION	VERDIS		13 408 838	13 408 838			
		86 106	13 829 785	13 915 891	86 106		86 106

Ecarts d'acquisition négatif

Entreprise Détentrice	Entreprise détenue	Valeur brute Début	Mouvement de l'exercice	Valeur Brute fin	Reprise antérieure	Reprise	Solde
VERDUN DISTRIBUTION	VERDIS	(14 158)		(14 158)	(14 158)		
VERDUN DISTRIBUTION	VERDIS		(14 422)	(14 422)		(14 422)	
		(14 158)	(14 422)	(28 580)	(14 158)	(14 422)	

Immobilisations incorporelles

Valeurs brutes en €	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Autres mouvements	Clôture
Ecart d'acquisition	86 106			420 947	13 408 838	13 915 891
Frais d'établissement						
Frais de recherche et développement						
Concessions, brevets et droits similaires	320 951	11 978				332 929
Fonds commercial	14 959 451	108 770			-13 584 073	1 484 148
Autres immobilisations incorporelles						
Immobilisations incorporelles en cours						
Avances, acomptes sur immo. incorporelles		1 194				1 194
Immobilisations incorporelles brutes	15 280 402	121 942			-13 584 073	1 818 271

Amortissements et provisions	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Autres mouvements	Clôture
Ecart d'acquisition	86 106					86 106
Frais d'établissement						
Frais de recherche et développement						
Concessions, brevets et droits similaires	319 507	5 454				324 961
Fonds commercial						
Autres immobilisations incorporelles						
Immobilisations incorporelles en cours						
Avances, acomptes sur immo. incorporelles						
Amortissements et provisions	319 507	5 454				324 961

Valeurs nettes	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Autres mouvements	Clôture
Ecart d'acquisition				420 947	13 408 838	13 829 785
Frais d'établissement						
Frais de recherche et développement						
Concessions, brevets et droits similaires	1 444	6 524				7 968
Fonds commercial	14 959 451	108 770			-13 584 073	1 484 148
Autres immobilisations incorporelles						
Immobilisations incorporelles en cours						
Avances, acomptes sur immo. incorporelles		1 194				1 194
Valeurs nettes	14 960 895	116 488			-13 584 073	1 493 310

Immobilisations corporelles

Valeurs brutes en €	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Autres mouvements	Clôture
Terrains	2 485 204		2 607			2 482 597
Constructions	20 119 197	3 370 619	105 887		637 082	24 021 011
Installations techniques, matériel, outillage	5 344 336	101 367	10 031		578 281	6 013 953
Autres immobilisations corporelles	3 157 713	270 003	287 313			3 140 403
Immobilisations en cours	845 970	1 176 338			-1 211 763	810 545
Avances et acomptes	3 600				-3 600	
Valeurs brutes	31 956 020	4 918 327	405 838			36 468 509

Amortissements et provisions	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Autres mouvements	Clôture
Terrains	247 211	23 081				270 292
Constructions	12 591 049	912 231	57 702			13 445 578
Installations techniques, matériel, outillage	3 631 971	388 485	9 617			4 010 839
Autres immobilisations corporelles	2 166 087	242 864	244 640			2 164 311
Immobilisations en cours						
Avances et acomptes						
Amortissements et provisions	18 636 318	1 566 661	311 959			19 891 020

Valeurs nettes	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Autres mouvements	Clôture
Terrains	2 237 993	-23 081	2 607			2 212 305
Constructions	7 528 148	2 458 388	48 185		637 082	10 575 433
Installations techniques, matériel, outillage	1 712 365	-287 118	414		578 281	2 003 114
Autres immobilisations corporelles	991 626	27 139	42 673			976 092
Immobilisations en cours	845 970	1 176 338			-1 211 763	810 545
Avances et acomptes	3 600				-3 600	
Valeurs nettes	13 319 702	3 351 666	93 879			16 577 489

Immobilisations financières

Valeurs brutes en €	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Autres mouvements	Clôture
Titres de participations						
Actifs nets en cours de cession						
Participations par mises en équivalence						
Autres titres immobilisés	2 650 578	16 304	13 412			2 653 470
Prêts	15 550	1 450	750			16 250
Autres immobilisations financières	2 598 969	6 744				2 605 713
Créances rattachées à des participations	72 158					72 158
Valeurs brutes	5 337 255	24 498	14 162			5 347 591

Provisions	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Autres mouvements	Clôture
Titres de participations						
Actifs nets en cours de cession						
Participations par mises en équivalence						
Autres titres immobilisés	306					306
Prêts						
Autres immobilisations financières						
Créances rattachées à des participations						
Provisions	306					306

Valeurs nettes	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Autres mouvements	Clôture
Titres de participations						
Actifs nets en cours de cession						
Participations par mises en équivalence						
Autres titres immobilisés	2 650 272	16 304	13 412			2 653 164
Prêts	15 550	1 450	750			16 250
Autres immobilisations financières	2 598 969	6 744				2 605 713
Créances rattachées à des participations	72 158					72 158
Valeurs nettes	5 336 949	24 498	14 162			5 347 285

SAS UDB et ASSOCIES
Commissaire aux Comptes

Principales composantes du stock

Valeurs en €	Brutes	Dépréciations	Nettes
Matieres premieres approvisionnements	22 866		22 866
En-cours de production de biens			
En-cours de production de services			
Produits intermediaires et finis			
Marchandises	7 377 271	91 019	7 286 252
Valeurs brutes	7 400 137	91 019	7 309 118

Provisions

Rubriques	Ouverture	Correction à nouveaux	Dotations	Reprises	Virement	Apports, Fusions, Scissions	Variation de périmètre	Variation du taux de change	Autres mouvements	Clôture
Provisions capital appelé non versé										
AUTRES PROVISIONS REGLEMENTEES										
Provisions pour risques	542 675		90 041	34 856			14 422			612 282
Provisions pour charges	299 306		276 531	299 305						276 532
PROV. POUR RISQUES ET CHARGES	841 981		366 572	334 161			14 422			888 814
Provisions sur frais d'établissement										
Prov sur frais de recherche et développement										
Prov sur conss, brevets et droits similaires										
Provisions dépréciation droit au bail										
Provisions dépréciation fond commercial										
Provisions sur autres immo incorporelles										
Provisions sur immobilis incorporelles en cours										
PROV. SUR IMMO INCORPORELLES										
Provisions sur terrains										
Provisions sur terrains en credit bail										
Provisions sur constructions										
Provisions sur constructions en crédit bail										
Provisions sur immobilis corporelles en cours										
PROV. SUR IMMO CORPORELLES										
Provisions sur titres de participation										
Prov pour cess.actifs nets en cours										
Provisions sur titres mis en equivalence										
Provisions sur creances rattachees										
Provisions sur autres titres immobilises	306									306
Provisions sur prêts										
Provisions sur autres immobilis financières										
PROV. SUR IMMO FINANCIERES	306									306
Provisions sur stocks matieres premières										
Provisions sur en cours de biens										
Provisions sur en cours de services										
Provisions sur stocks produits finis										
Provisions sur stocks marchandises	5 858		91 019	5 858						91 019
PROV. SUR STOCKS ET EN-COURS	5 858		91 019	5 858						91 019
Prov sur avances et acptes verses sur cm des										
Provisions sur comptes clients	10 739		9 502	10 739						9 502
Provision dépréciation clients douteux										
Provisions sur autres creances										
Provisions charges constatees avan										
Prov sur valeurs mobilières de placement										
Provisions sur actions propres										
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	10 739		9 502	10 739						9 502
TOTAL GENERAL	858 884		467 093	350 758			14 422			989 641

SAS VDB et ASSOCIES

Commissaires aux Comptes

Créances par échéance

	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an/-5 ans	plus de 5 ans
		Montant	Montant	Montant
Créances rattachées à des participations	72 158			72 158
Autres titres immobilisés	2 653 470			2 653 470
Prêts	16 250	16 250		
Autres immobilisations financières	2 605 713			2 605 713
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances clients et comptes rattachés	1 239 224	1 239 224		
Clients douteux	15 166	15 166		
Actif d'impôt différé	456 500	456 500		
Autres créances	1 787 786	1 787 786		
Capital souscrit et appelé, non versé				
TOTAL GENERAL	8 846 267	3 514 926		5 331 341

Dettes par échéance

	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an/-5 ans	plus de 5 ans
		Montant	Montant	Montant
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements	8 729 104	2 223 114	5 378 534	1 127 456
Concours bancaires courants	3 239 062	3 239 062		
Emprunts en crédit bail				
Intérêts courus sur emprunts	18 012	18 012		
Emprunts et dettes financières divers	419 184	304 539	114 645	
Avances et acomptes reçus sur commandes en	14 695	14 695		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	5 721 027	5 721 027		
Dettes fiscales et sociales	3 393 786	3 393 786		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	401 948	401 948		
Autres dettes	251 228	251 228		
TOTAL GENERAL	22 188 046	15 567 411	5 493 179	1 127 456

Impôts différés de l'exercice

<i>Actif d'impôt différé</i>	<i>Montant</i>
Reclassement frais acquisition immobilisation	-230
Impôts différés sur écarts temporaires	278 907
Engagement retraite	177 823
Total	456 500

<i>Passif d'impôt différé</i>	<i>Montant</i>
Activation du crédit-bail	416 694
Le coût d'évaluation	852 597
Amortissement de l'écart d'évaluation	-682 078
Engagement retraite	-1 737
Amortissement frais d'acquisition des immobilisations	25 199
Impôts différés sur écarts temporaires	42 428
Total	653 104

<i>Détail de l'impôt sur le résultat</i>	<i>Montant</i>
Impôts dus sur les bénéfices	1 031 415
Impôts différés sur les bénéfices	-196 977
Total	834 438

Preuve d'impôt consolidée

PREUVE DE L'IMPOT	TOTAL
Resultat consolide après impot	2 630 760
Resultat des sociétés mises en équivalence	
Résultat net consolidé après impôt des sociétés intégrées	2 630 760
Impôt exigible comptabilisé	1 031 415
Impôts sur les plus-values	
Impôts non assis sur le résultat	
Impôt différé comptabilisé	-196 978
Impôt différé distribution	
Impôt réel	834 437
Impôt différé changement de taux au résultat (CRC-99-02)	1
Résultat reconstitué avant impôt des sociétés intégrées	3 465 198
IMPOT THEORIQUE GROUPE	1 155 067
ECART ENTRE IMPOT THEORIQUE GROUPE ET IMPOT REEL	-320 630
JUSTIFICATION DE L'ECART	
Ecart sur base imposées à taux différentes	
Produits (minoration) d'impôts des autres éléments que l'impôt société	-403 932
Charges (Majoration) d'impôts des autres éléments que l'impôt société	21 388
Justification de l'ecart lié au calcul de l'impôt	-382 104
Ecarts permanents (Résultat non imposé hors dividendes internes)	22 541
Ecarts entre Variation bilancielle et Resultat	2
Ecarts temporaires	
Deficit exercice non active	
Utilisation déficit antérieur	
Imposition plus-values antérieures	
Resultat fiscal transféré ou attribué	-10 512
Resultat imposé ultérieurement	
Dividendes reçus non imposés ou imposés partiellement	13 832
Resultat sociétés transparente fiscalement	2 050
Autres bases	33 561
Resultat et corrections integration fiscale	
Justification de l'ecart lié aux bases fiscales	61 474
JUSTIFICATION GLOBALE DE L'ECART ENTRE IMPOT THEORIQUE ET IMPOT REEL	-320 630

Effectifs

	Effectif au 30/09/2017	Effectif au 30/09/2016
Cadres	8	8
Agents de maîtrise	34	32
Employés	176	176
Ouvriers		
TOTAL	218	216

Rémunérations des dirigeants

La rémunération des organes de direction n'est pas communiquée car cela conduirait indirectement à donner une rémunération individuelle.

Engagements financiers

Rubriques	Montant hors bilan
Effets escomptés non échus	
Avals et cautions	
Engagements en matière de pensions et retraites	
Autres engagements donnés	21 609 598
Autres engagements reçus	
TOTAL	21 609 598

Dettes garanties par des sûretés réelles

Rubriques	Montant garanti
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	11 370 329
Concours bancaires courants	
Emprunts en crédit bail	
Emprunts et dettes financières divers	
TOTAL	11 370 329

Ventilation du chiffre d'affaires net

Répartition par secteur d'activité	Montant
Ventes de marchandises	71 831 265
Ventes de produits finis	4 302 755
Prestations de services	1 654 497
TOTAL	77 788 517

Répartition par marché géographique	Montant
France	77 788 517
Etranger	
TOTAL	77 788 517

Charges exceptionnelles

Taux de l'Impôt Société :		Nature des charges exceptionnelles	30/09/2017	Impôt correspondant	Impôt correspondant corrigé	30/09/2016
33.333	%	Pénalités sur marchés et débits payés sur achats et ventes				
		Pénalités, amendes fiscales et pénales	2 645			4 185
		Dons, libéralités				
		Créances devenues irrécouvrables dans l'exercice				
		Subventions accordées				
		Rappel d'impôts (autres qu' IS)				
		Autres charges sur opérations de gestion	9 745	3 248		11 074
		Charges sur exercices ant. (en cours d'exercice)	1 828	609		11 096
		Sous-total	14 218	3 857		26 355
		Immobilisations incorporelles				
		Immobilisations corporelles	93 879	31 293		445 568
		Immobilisations financières	13 412	4 470		50
		Autres éléments d'actif				
		Malis provenant de clauses d'indexation				
		Lots				
		Sous-total	107 291	35 763		445 618
		Malis provenant du rachat par l'entreprise d'actions et				
		Charges exceptionnelles diverses				
		Sous-total				
		Dotations aux amortissements exceptionnels				
		Dotations aux provisions réglementées (stock)				
		Dotations aux provisions réglementées				
		Dotations aux provisions pour risques et charges				
		Dotations aux provisions pour dépréciation exceptionnelles				
		Sous-total				
		Autres charges exceptionnelles non détaillées				
		TOTAL	121 509	39 620		471 973

Produits exceptionnels

Nature des produits exceptionnels	30/09/2017	Impôt correspondant	Impôt correspondant corrigé	30/09/2016
Dédits et pénalités perçus sur achats et ventes				
Libéralités perçues				
Rentrées sur créances amorties				
Subventions d'équilibre.				
Dégrèvement d'impôts (autres qu'impôt sur les bénéfices)	92 592	30 864		
Autres produits exceptionnels sur opérations de gestion	10 463	3 488		4 649
Produits sur exercices antérieurs	6 058	2 019		4 460
Sous-total	109 113	36 291		9 109
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles	49 100	16 367		80 619
Autres éléments d'actif corporels				
Autres éléments d'actif incorporels				
Sous-total	49 100	16 367		80 619
Immobilisations financières	19 944	6 648		50
Titres consolidées				
Sous-total	19 944	6 648		50
Bonis provenant de clauses d'indexation				
Lots				
Bonis provenant du rachat d'actions et d'obligations émises				
Produits exceptionnels divers				
Sous-total				
Amortissements dérogatoires				
Provision spéciale de réévaluation				
Plus-values réinvesties				
Sous-total				
Reprises sur provisions réglementées (stocks)				
Reprises sur autres provisions réglementées				
Reprises sur provisions pour risques et charges				
Reprises sur provisions pour dépréciation				354 643
Sous-total				
Autres produits exceptionnels non détaillés				
TOTAL	178 157	59 306		444 421